

devront participer aux dépenses... Avec un budget d'un peu plus d'un milliard d'euros pour 81 millions d'habitants, le ministère de la Santé est en effet loin des standards minimums préconisés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Une somme qu'il faudrait au minimum doubler, constate le ministre. Déjà asphyxié par les 9 milliards d'euros engloutis cette année dans les subventions gouvernementales à l'alimentation ou au carburant, l'Etat égyptien a choisi de céder aux sirènes du privé, qui devrait participer au financement de cinquante nouveaux hôpitaux. Au grand dam de ceux qui dénoncent la mainmise du monde des affaires sur le gouvernement, et des citoyens, qui n'ont plus aucune confiance dans le système de santé.

«Comme si le privé allait régler le problème ! Ce sont juste de nouvelles magouilles destinées à enrichir les mêmes. Il faut revoir tout le système, depuis l'enseignement de la médecine jusqu'à la prise en charge des soins du citoyen !» jette rageusement Hussein Ahmed. Dans les yeux de cet étudiant, la tristesse du deuil se mêle à la colère. Son oncle, ingénieur à la retraite, est décédé des suites d'une hémorragie cérébrale, après avoir attendu des soins plus de 48 heures. Malgré l'assurance-maladie dont il bénéficiait, il a fallu avancer ses frais d'hospitalisation, avant qu'il puisse être examiné. Près de 500 euros: une fortune pour la famille, obligée de collecter la somme en pleine nuit auprès des parents et amis. Puis attendre que le scanner de l'hôpital soit réparé. Puis qu'un médecin prenne la décision d'opérer. Trop tard. La colère de Hussein Ahmed, c'est aussi celle de Moustafa el-Hossary, chauffeur de taxi, dont la fille de 10 ans, Heba, est atteinte d'un cancer de l'estomac. Pour assurer sa prise en charge, l'organisme d'assurance-maladie a annoncé à Hussein un délai d'attente d'un an: un enfer pour ce père, dont les revenus sont largement insuffisants pour assumer seul ces frais. Selon une récente étude du Centre national de recherches sociales, 75% des Egyptiens atteints de cancers, de maladies chroniques, cardiaques ou hépatiques, ne peuvent se soigner, faute de pouvoir payer leur traitement.

Bienfaisance et charité

C'est en surfant sur ces failles du système de santé national que la confrérie interdite, mais tolérée, des Frères musulmans a gagné une popularité impressionnante. Sous son contrôle, la *Gamia Charia*, la plus importante association de bienfaisance islamique du pays, a ouvert des centaines de dispensaires et de petits établissements où sont prodigués à moindre coût des soins médicaux de qualité correcte. C'est le cas de l'hôpital al-Hadi, planté entre deux immeubles inachevés de la banlieue sud du Caire. Dans les couloirs se presse une foule silencieuse. Il y a là des musulmans, mais aussi des chrétiens. Une politique également pratiquée dans les dispensaires tenus par les religieuses qui ont succédé à sœur Emmanuelle dans les bidonvilles des chiffonniers. *«On ne regarde pas comment on prie, on regarde qui souffre»*, explique l'une d'elles, alors qu'une mère voilée attend de faire ausculter son enfant. Moins chère que le privé, plus efficace que le public, la médecine de charité est devenue un pilier indispensable de la santé en Egypte.

En quelques années, le favoritisme, la corruption, la négligence, ajoutés à la surpo-



Au Caire, l'hôpital Suzanne Mubarak, créé par la femme du président égyptien.



Au dispensaire de Zenhoum, géré par le Croissant-Rouge (en haut et en bas).



pulation et à la paupérisation, ont mis l'Egypte sur la corde raide sanitaire. Certes, des efforts sont faits: depuis le début de l'année, près d'un millier de centres médicaux ont été fermés après des inspections surprises. A Assouan, un système de prise en charge décentralisé tente d'améliorer l'accès aux soins des cas les plus critiques. Et la poliomyélite viendrait d'être éradiquée, assurent les pouvoirs publics. Mais ce sont des coups d'épée dans l'eau, au regard de l'ampleur de la tâche.

Bakchich pour une piqûre

«Il faut commencer par augmenter les salaires des praticiens», note Ahmed Ragab, médecin et collaborateur du Cedej. Au sortir de la fac, un diplômé ne touche que 30 euros par mois à l'hôpital. Selon lui, l'urgence est aussi de limiter le nombre de nouveaux médecins, dont la pléthore constitue un fardeau pour le système de santé. Devant l'impossibilité de suivre leurs cours dans les amphithéâtres débordés, les étudiants les plus motivés – et les plus nantis – en sont réduits à louer des appartements privés, près des universités, où les enseignants, moyennant finances, reprennent leurs cours et pratiquent des autopsies en petit comité. A l'autre bout de la chaîne, souligne enfin Ahmed Ragab, le secteur infirmier est aussi à revoir. Souvent issues de milieux défavorisés, les infirmières sont à peine formées. Les mauvais salaires, le travail de nuit, la promiscuité en font une profession peu courue.

Pour relever le niveau, les cliniques privées font appel à des infirmières étrangères, souvent asiatiques, dont les salaires, autour de 350 euros, font l'envie de leurs consœurs égyptiennes, qui ne dépassent pas les 50 euros mensuels. Une misère qui explique les bakchichs systématiquement réclamés aux patients à chaque piqûre ou geste médical. *«Les notions d'hygiène de base sont absentes»*, se désole Mona Galvez, infirmière philippine, devant la vitre de l'unité de soins intensifs de la clinique huppée où elle travaille. A côté des couveuses éclairées par des néons violents, deux de ses collègues jouent avec leurs téléphones portables. L'une donne un billet de banque crasseux à l'autre, avant de rectifier, les doigts sales, la perfusion d'un nouveau-né. *«Elles se lavent les mains à la Bêta-dine, enfilent des tenues stériles comme on leur a dit de le faire, puis font n'importe quoi sans comprendre quels sont les risques»*, reprend l'infirmière.

Cette négligence teintée de fatalisme est aussi à l'origine d'un des plus grands drames sanitaires mondiaux: la contamination de plus de 20% de la population par le virus de l'hépatite C, après des vaccinations à la chaîne pour éradiquer la bilharziose dans les années 70 (*Libération* du 13 juillet 2007). Avec plus d'une personne sur cinq atteintes par le virus, l'Egypte est le pays le plus touché au monde. A ce tableau déjà sombre s'ajoutent des spécificités aggravantes. *«Le problème de ce pays est aussi qu'il combine un nombre important de maladies infectieuses typiques des pays émergents avec les problèmes des pays développés, de type maladies cardiovasculaires ou cancers»*, reprend Anne-Marie Moulin, au Cedej. *«La tâche est énorme»*, convient Ahmed Ragab. Enorme et urgentissime: au rythme de croissance actuel, l'Egypte aura doublé sa population en 2050.

De notre correspondante au Caire

◆ CLAUDE GUIBAL

photos CLAUDE STEMMEIN